



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-21 novembre 2019

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 24 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/7-A/4
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Jordanie (2020-2022)

Durée	1 ^{er} janvier 2020-31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	699 563 116 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

La Jordanie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui a dû surmonter toute une série de chocs au cours des 10 dernières années, notamment les crises syrienne et iraquienne, qui ont provoqué un afflux sans précédent de réfugiés, perturbé le commerce et réduit les investissements. La Jordanie fait preuve d'une solidarité exceptionnelle à l'égard des 665 000 Syriens et des 90 000 réfugiés d'autres nationalités enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et ce en dépit des répercussions sociales, économiques et environnementales qu'entraîne leur hébergement.

Le présent plan stratégique de pays permettra au PAM d'apporter une assistance humanitaire dans le contexte des crises actuelles et futures, mais avec un champ d'application plus large qui ne se limitera plus seulement aux réfugiés syriens. Conformément aux priorités nationales, le PAM opérera la transition vers le renforcement de la résilience axé sur l'appui à la protection sociale et aux moyens d'existence, l'accent étant mis sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. Pour ce faire, quatre effets directs stratégiques seront visés en priorité:

- Les populations touchées par la crise en Jordanie, y compris les réfugiés, sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale
et Asie centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

Mme S. Gordon-Gibson
Directrice de pays
courriel: sarah.gordon-gibson@wfp.org

- D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, y compris les enfants, sont prises en charge dans le cadre de dispositifs de protection sociale adéquats.
- D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, en particulier les femmes et les jeunes, sont plus autosuffisantes et disposent de meilleurs moyens d'existence.
- D'ici à 2022, les partenariats à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable en Jordanie sont renforcés grâce à des solutions efficaces et novatrices mises en place par le PAM et ses partenaires.

Le présent plan stratégique de pays entame une réorientation du portefeuille d'activités du PAM en direction de la Jordanie elle-même, alors que le pays est confronté à des difficultés croissantes. Le travail fait en amont deviendra prioritaire de manière à renforcer la capacité du pays à générer des résultats porteurs de transformations au profit des résidents de Jordanie ne bénéficiant pas de débouchés économiques.

Les partenariats vont évoluer et des relations plus étroites et plus stratégiques se noueront avec les instances publiques. La nutrition, l'égalité entre les sexes et la protection seront prises en considération dans l'ensemble des activités prévues.

Le plan stratégique de pays optimise la cohérence interne et externe avec des effets directs et des activités qui se renforcent mutuellement et appuient les objectifs de développement durable pertinents. Il est conforme aux priorités du Gouvernement et contribuera à la réalisation du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable pour la Jordanie pour 2018–2022. Il est également conforme au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 et à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020).

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Jordanie (2020–2022) (WFP/EB.2/2019/7-A/4), pour un coût total pour le PAM de 699 563 116 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La Jordanie compte 10 millions d'habitants, avec une population à prédominance urbaine (90 pour cent) et jeune (74 pour cent ont moins de 30 ans). Trente pour cent de la population sont non-résidents, dont une forte proportion de réfugiés¹, et 49 pour cent sont des femmes. Il existe d'importantes inégalités entre les sexes.
2. La Jordanie est vulnérable face à différents types de chocs. Elle est située dans une zone sujette aux tremblements de terre et dispose de ressources hydriques limitées, les terres y sont dégradées et elle est le théâtre d'inondations soudaines, de glissements de terrain et d'épisodes de sécheresse récurrents qui exposent les personnes, les ménages et les communautés à des pertes importantes sur le plan des actifs et des moyens d'existence. Ce pays subvient à la plupart de ses besoins en matière d'énergie et d'alimentation par l'importation, y compris pour plus de 90 pour cent de ses besoins en céréales; il est par conséquent vulnérable face aux chocs liés aux marchés internationaux.
3. Les crises syrienne et iraquienne demeurent les chocs récents les plus importants qu'ait subis la Jordanie. Elles se sont traduites par un afflux sans précédent de réfugiés, ont perturbé les itinéraires commerciaux et provoqué un recul des investissements, avec des répercussions sur l'économie et le tissu social du pays.
4. La Jordanie a fait preuve d'une solidarité exceptionnelle envers les 665 000 réfugiés syriens enregistrés (dont 83 pour cent vivent dans des communautés d'accueil, et 17 pour cent dans des camps) et les 90 000 réfugiés enregistrés d'autres nationalités qu'elle héberge². On estime que les réfugiés coûtent au pays 2,5 milliards de dollars par an, ce qui représente 6 pour cent de son produit intérieur brut (PIB)³. L'afflux de réfugiés a mis à l'épreuve la résilience de la Jordanie.
5. Alors que les réfugiés syriens ont lentement commencé à repartir en République arabe syrienne (20 000 personnes depuis octobre 2018, dont 60 pour cent de femmes), la grande majorité d'entre eux n'expriment aucune intention de rentrer dans leur pays dans les 12 prochains mois⁴. La facilitation des retours pourrait commencer une fois que les conditions voulues seront réunies, mais on ne sait toujours pas quand les Syriens seront en mesure de rentrer chez eux ni combien d'entre eux pourront effectivement le faire dans les années à venir.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

6. *Accès à l'alimentation* (cible 1 de l'objectif de développement durable [ODD] 2). Selon l'indice de la faim dans le monde, la Jordanie entre dans la catégorie intermédiaire, avec un score

¹ Recensement général de la population et du logement de 2015. http://www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/population/census2015/Main_Result.pdf.

² Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Registered Persons of Concern: Refugees and Asylum Seekers in Jordan. La composition est la suivante: 50,6 pour cent d'hommes, 49,3 pour cent de femmes; 47,7 pour cent d'enfants et 4,5 pour cent de personnes âgées, les 47,8 pour cent restants étant classés parmi les adultes. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/69795>.

³ Banque mondiale. 2016. *MENA's Forced Displacement Crisis*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24383>.

⁴ HCR, enquête sur les intentions menée en mars 2019. La ventilation par sexe n'est pas disponible dans le document de synthèse. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/68443.pdf>.

- de 11,2 en 2018⁵, mais ce classement masque de grandes disparités entre régions et entre groupes de richesse, et dépend de la composition des ménages.
7. Dans le pays, l'accès à la nourriture est particulièrement tributaire des variations des prix sur les marchés et des revenus. L'indice des prix à la consommation pour la Jordanie a augmenté de 25 pour cent depuis 2010 (15 pour cent pour les produits alimentaires), tandis que les salaires moyens sont demeurés pratiquement inchangés, ce qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages⁶.
 8. Le taux de pauvreté a légèrement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 14,4 pour cent en 2010⁷ à 15,7 pour cent en 2019, et est fortement corrélé à la taille des familles⁸. Le dixième le plus pauvre de la population jordanienne se compose de familles comptant en moyenne 7,7 membres, dont quatre membres de moins de 20 ans. Les ménages pauvres comptent moins de personnes âgées et sont moins susceptibles d'avoir une personne âgée à leur tête. Un tiers de l'ensemble de leurs dépenses est consacré à l'alimentation⁹.
 9. Le chômage a fortement augmenté au cours de la dernière décennie, pour atteindre 18,7 pour cent au quatrième trimestre de 2018. Il est de 16,6 pour cent pour les hommes et de 26,7 pour cent pour les femmes, et s'établit à 30 pour cent chez les jeunes de 18 à 24 ans¹⁰. L'accès au marché de l'emploi dépend de l'âge, du sexe et du niveau de richesse. Soixante-huit pour cent du dixième le plus pauvre de la population masculine participent au marché du travail, soit une proportion supérieure à celle du dixième le plus riche (61 pour cent). Le taux de chômage des hommes du dixième le plus pauvre (24 pour cent) est deux fois supérieur à celui des hommes du dixième le plus riche (12 pour cent)¹¹.
 10. Bien qu'il n'y ait pas de disparités entre les sexes dans le primaire et que les femmes constituent 52 pour cent des étudiants universitaires, la participation des femmes à la population active est parmi les plus faibles au monde, avec un taux de 14 pour cent (contre 64 pour cent pour les hommes)¹². Les femmes subissent des écarts de rémunération importants et sont surreprésentées sur le marché du travail informel¹³.
 11. Une faible proportion des Jordaniens vulnérables, principalement des personnes âgées et des personnes divorcées ou ayant perdu leur conjoint, des personnes handicapées et des

⁵ Indice de la faim dans le monde. *Jordanie*. <https://www.globalhungerindex.org/jordan.html>.

⁶ CEIC. *Consumer Price Index: Jordan*. <https://www.ceicdata.com/en/jordan/consumer-price-index-2010100/cpi-fb-food>.

⁷ Banque mondiale. *Jordan Economic Monitor. Spring 2014*. <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/JEM-Spring-2014.pdf>. En 2010, un tiers de la population a connu une situation de pauvreté temporaire.

⁸ Selon le Département de la statistique, en moyenne, le revenu annuel des ménages dirigés par une femme était inférieur de 20 pour cent à celui des ménages dirigés par un homme. http://www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/linked-html/household/2017/G3/Table4G3_Jor.pdf.

⁹ Politique de protection sociale de Jordanie. <http://www.mop.gov.jo/EchoBusV3.0/SystemAssets/pdf/MOP-pdf/NSPR-Ar-V6.pdf> (en arabe uniquement).

¹⁰ Au quatrième trimestre de 2018, le chômage des jeunes (âgés de 18 à 24 ans) était de 46 pour cent pour les femmes et de 23 pour cent pour les hommes. CEIC. *Jordan Unemployment Rate*. <https://www.ceicdata.com/en/indicator/jordan/unemployment-rate>.

¹¹ Politique de protection sociale de Jordanie. <http://www.mop.gov.jo/EchoBusV3.0/SystemAssets/pdf/MOP-pdf/NSPR-Ar-V6.pdf> (en arabe uniquement).

¹² Banque mondiale. *Taux de participation à la population active: Jordanie*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FE.ZS?locations=JO>.

¹³ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et REACH. 2017. *Women working: Jordanian and Syrian refugee women's labour force participation and attitudes towards employment*. <http://jordan.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/3/jordanian-and-syrian-refugee-womens-labour-force-participation-and-attitudes-towards-employment>.

- ménages dirigés par une femme, reçoivent une aide financière provenant du Fonds d'assistance national; 60 pour cent des bénéficiaires sont des femmes. Néanmoins, la couverture demeure limitée et 11 pour cent des ménages appuyés par ce fonds se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, tandis que 59 pour cent d'entre eux sont exposés à l'insécurité alimentaire, les ménages comptant sept membres ou plus courant davantage le risque de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire¹⁴.
12. L'accès à la nourriture demeure problématique pour les réfugiés syriens. Si l'aide humanitaire a eu un effet tampon, la hausse des frais liés aux besoins essentiels, notamment l'alimentation, le loyer et les soins de santé, a accentué les difficultés. Quarantevingts pour cent des ménages de réfugiés syriens sont en situation d'insécurité alimentaire ou sont exposés à l'insécurité alimentaire. Les ménages dirigés par une femme représentent 27 pour cent des ménages dans les camps et 16 pour cent dans les communautés d'accueil, et risquent davantage que les ménages ayant un homme à leur tête de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire (16 pour cent, contre 13 pour cent)¹⁵.
 13. Depuis 2016, le montant moyen des dépenses d'alimentation des ménages par habitant aurait augmenté de 56 pour cent. Plus de 40 pour cent des dépenses des ménages sont consacrés à l'alimentation. Les mécanismes de survie préjudiciables sont largement répandus parmi les réfugiés vivant dans des communautés d'accueil; 26 pour cent des ménages sont tributaires des revenus générés par leurs membres masculins, qui acceptent des emplois temporaires socialement dégradants, à haut risque ou illégaux pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Les ménages dont un membre au moins vit avec un handicap ont plus tendance à avoir recours à des stratégies de survie axées sur les moyens d'existence. Ces mécanismes préjudiciables ont des répercussions sur tous les membres du ménage: hommes, femmes, garçons et filles¹⁶.
 14. Depuis janvier 2016, les autorités jordaniennes ont délivré près de 143 000 permis de travail annuels à des réfugiés syriens (dont seulement 4,5 pour cent à des femmes)¹⁷. Une plus grande proportion de réfugiées syriennes (94 pour cent) que de Jordaniennes sont au chômage, probablement en raison des plus grandes répercussions liées à la problématique femmes-hommes qu'ont les déplacements sur l'emploi des Syriennes. Le récent changement d'orientation politique permettant aux Syriennes de fonder des entreprises à domicile ouvre de nouvelles perspectives pour l'amélioration de leur situation.
 15. Parmi les réfugiés d'autres nationalités, deux tiers des ménages sont soit en situation d'insécurité alimentaire, soit exposés à l'insécurité alimentaire, et les ménages soudanais et somaliens sont les plus durement touchés en la matière. Dans une large mesure, ces groupes ne bénéficient pas des aides et l'accès au travail varie en fonction de la nationalité¹⁸.
 16. Dans l'ensemble, les femmes et les filles sont plus susceptibles d'être victimes de l'insécurité alimentaire, car, du fait des inégalités structurelles et socioculturelles fondées sur le sexe, elles risquent davantage de subir des conséquences préjudiciables, notamment la discrimination liée aux moyens d'existence, l'accès restreint aux actifs, l'exclusion sociale et la violence.

¹⁴ PAM et REACH. 2019. *Jordan - Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment, 2018*. <https://www1.wfp.org/publications/wfp-jordan-comprehensive-food-security-and-vulnerability-assessment-2018>.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Groupe de travail sur les moyens d'existence. Non publié. La ventilation par âge n'est pas disponible.

¹⁸ PAM et REACH. 2019. *Jordan - Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment, 2018*. <https://www1.wfp.org/publications/wfp-jordan-comprehensive-food-security-and-vulnerability-assessment-2018>.

17. *Mettre fin à la malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. La Jordanie connaît une transition nutritionnelle associée à une augmentation des taux de surcharge pondérale et d'obésité, en particulier chez les femmes de 15 à 49 ans. On y constate de ce fait l'un des taux les plus élevés de maladies non transmissibles liées à l'alimentation, comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, l'hypertension et le cancer¹⁹. Les hommes de plus de 25 ans sont davantage exposés que les femmes au risque de décès prématuré dû à une maladie non transmissible²⁰.
18. La malnutrition existe sous la forme de carences en micronutriments, mais l'on ne dispose pas de données récentes hormis pour l'anémie, dont les taux se sont légèrement améliorés chez les enfants de 6 à 59 mois (31,7 pour cent), mais détériorés chez les femmes (42,7 pour cent en 2018, contre 26 pour cent en 2002). L'adoption de pratiques d'alimentation appropriées pour les nourrissons et les jeunes enfants demeure insuffisante: en 2018, seuls 26 pour cent des enfants jusqu'à 5 mois étaient nourris exclusivement au sein²¹. Une enquête sur les carences en micronutriments menée conjointement par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournira des données actualisées, l'accent étant mis sur le sexe et l'âge.
19. *Productivité et revenus des petits exploitants (cible 3 de l'ODD 2)*. L'agriculture ne représente que 3 pour cent du PIB et emploie seulement 3,5 pour cent de la population active²², mais son rôle demeure important et elle a des liens étroits avec d'autres secteurs. Les populations rurales pauvres sont fortement tributaires de l'agriculture, mais se heurtent à des difficultés, notamment la faible productivité, l'accès limité au financement et le prix élevé des intrants tels que l'énergie, les services vétérinaires et les aliments pour animaux. En plus de la concurrence accrue exercée par les importations, la Jordanie doit faire face à celle liée à la qualité et au prix des produits agricoles. En outre, les plateformes de commercialisation ont besoin d'être améliorées.
20. Les femmes représentent une proportion importante de la main-d'œuvre agricole, en particulier dans le domaine de l'agriculture de subsistance. Leur rôle dans le secteur agricole demeure toutefois limité, et la majeure partie du travail des femmes n'est ni structurée ni rémunérée. En outre, les femmes et les filles en milieu rural n'ont qu'un accès limité aux moyens de production comme la terre, les intrants agricoles, le crédit et autres modalités de financement, les services de vulgarisation et la technologie. Le leadership et la participation des femmes dans les organisations de producteurs, la prise de décisions et la gouvernance locale restent faibles, et leurs besoins et priorités ne sont pas suffisamment pris en compte par les politiques rurales et agricoles²³.
21. *Systèmes alimentaires durables (cible 4 de l'ODD 2)*. De vastes superficies de terres agricoles pluviales productives ont été perdues à cause du développement urbain. De nombreux obstacles entravent le bon fonctionnement des systèmes alimentaires agricoles: le manque d'eau d'irrigation de qualité (le climat est sec sur 91 pour cent du territoire jordanien); la faible efficacité de l'utilisation de l'eau; la mauvaise gestion et la dégradation de ressources

¹⁹ Gouvernement jordanien, Département de la statistique. 2013. *Jordan Population and Family Health Survey 2012*. http://www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/linked-pdf/HealthPopulation2012.pdf.

²⁰ <http://moh.gov.jo/Echobusv3.0/SystemAssets/debfff26b-c6df-4244-b7f6-4244cdf58733.pdf>.

²¹ Gouvernement jordanien, Département de la statistique. 2018. *Jordan Population and Family Health Survey 2017-18*. http://www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/linked-html/DHS2017_en.pdf.

²² <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=JO>. 1,1 pour cent des femmes ayant un emploi travaillent dans l'agriculture, contre 3,9 pour cent des hommes.

²³ ONU-Femmes et REACH. 2018. *Women's Participation in the Agricultural Sector, Rural Institutions and Community Life*. <http://jordan.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/womens-participation-in-the-agricultural-sector-rural-institutions-and-community-life>.

terrestres limitées; les mauvaises pratiques de gestion des exploitations agricoles; les inégalités; les importantes variations au niveau des précipitations saisonnières et l'augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse; les coûts de production et de commercialisation élevés; la faiblesse des services de recherche et de vulgarisation et l'insuffisance des systèmes d'information; et le manque de diversification des cultures²⁴.

22. Du fait de la pression croissante exercée sur des ressources en eau limitées, la disponibilité d'eau pour la production alimentaire va décliner, ce qu'aggraveront la concurrence pour obtenir de l'eau à des fins industrielles et domestiques ainsi que les effets du changement climatique.

Environnement macroéconomique

23. La Jordanie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, mais c'est aussi l'une des plus petites économies du Moyen-Orient. Son PIB est de 40,1 milliards de dollars, et son PIB par habitant de 4 130 dollars. Ce pays affichait un coefficient de Gini de 33,7 en 2010, dernière année pour laquelle on dispose de données en la matière²⁵.
24. Au cours de la dernière décennie, le score de la Jordanie selon l'indice de développement humain a légèrement augmenté, pour atteindre 0,735 en 2018 malgré une hausse de 60 pour cent de la démographie et une croissance économique nettement plus lente (2,1 pour cent en 2018)²⁶, ce qui est dû en partie aux chocs extérieurs, notamment la crise financière mondiale, le Printemps arabe et les conflits syrien et iraquien. En raison des ressources naturelles limitées et de la rareté de l'eau, l'économie jordanienne repose sur les services (tourisme), les ressources (phosphates, potasse) et l'aide extérieure.

Principaux liens intersectoriels

25. Pour la Jordanie, la réalisation de l'objectif Faim zéro (ODD 2) est particulièrement liée aux ODD relatifs à l'éducation (ODD 4), à l'égalité des sexes (ODD 5) et au changement climatique (ODD 13):
 - *Éducation (ODD 4)*. La Jordanie a rendu l'enseignement primaire universel, avec un taux net de scolarisation de 96 pour cent pour les filles et de 98 pour cent pour les garçons. Bien que l'éducation soit gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans (y compris pour les réfugiés, notamment grâce au système de double horaire permis par les classes alternées organisées dans les écoles), l'accroissement de la demande tenant à la volonté de scolariser 236 000 enfants réfugiés d'âge scolaire (soit 117 000 garçons et 119 000 filles) a mis à rude épreuve le secteur de l'éducation, ce qui a entraîné une réduction de la qualité et de la disponibilité de l'instruction publique²⁷.

²⁴ I. Badran et al. 2018. *Strategic Review: Achieving Sustainable Development Goal 2 (Zero Hunger) in Jordan by 2030*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104937/download/?_ga=2.148580343.1703306510.1560093169-591208273.1534415095.

²⁵ Banque mondiale. *Données: indice de Gini*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=JOT-JO>. Le coefficient de Gini indique la répartition des revenus entre les percentiles de revenu d'une population donnée. Plus le coefficient de Gini est élevé, plus les inégalités sont marquées.

²⁶ <https://data.worldbank.org/country/jordan>.

²⁷ Plan d'intervention de la Jordanie lié à la crise syrienne pour 2018-2020. <https://static1.squarespace.com/static/522c2552e4b0d3c39ccd1e00/t/5ab3565f8a922d5e4a011286/1521702505515/JRP+Final+Copy+21-3.pdf>.

Environ 70 000 enfants de 5 à 17 ans travaillent (53 pour cent de la tranche d'âge 15-17 ans et plus de 88 pour cent des garçons), le plus souvent dans l'agriculture et le commerce de détail. Si les enfants jordaniens représentaient 80 pour cent du nombre total d'enfants qui travaillent, ils ne constituaient que 1,75 pour cent de tous les enfants jordaniens; chez les enfants syriens, près de deux fois ce chiffre, soit 3,22 pour cent, participaient à une activité économique impliquant le travail d'enfants²⁸.

- *Égalité des sexes (ODD 5)*. Le score de la Jordanie selon l'indice d'inégalité de genre est passé de 0,502 en 2010 à 0,460 en 2017, et elle se classait au 108^{ème} rang sur 160 pays²⁹, mais elle était classée 138^{ème} sur 144 selon l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes de 2018³⁰. Si la Constitution garantit l'égalité des sexes devant la loi, les femmes et les filles continuent d'être désavantagées en ce qui concerne la nationalité, l'état civil, la succession et la garde des enfants³¹.

Les femmes assurent la nette majorité des soins et travaux domestiques non rémunérés, et se heurtent à des restrictions en matière de mobilité. La Jordanie se classe dans le tiers inférieur du point de vue de l'accès des femmes aux services financiers, ce qui a des incidences sur la performance économique, le bien-être des familles et la sécurité alimentaire et la nutrition.

- *Action climatique (ODD 13)*. Les effets conjugués du changement climatique et de l'accroissement de la population (y compris la migration) devraient exercer davantage de pression sur les terres et les ressources hydriques limitées de la Jordanie et accroître les difficultés que pose au pays le développement durable. Le changement climatique aura un effet multiplicateur sur les dangers, aggravant les problèmes existants liés à l'eau en réduisant la disponibilité hydrique et exerçant une pression accrue sur les nappes phréatiques lorsque les taux de recharge auront déjà été dépassés³².

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

26. Un examen stratégique de pays effectué en 2018³³ a mis en lumière les lacunes et problèmes ci-après:

- *Cadre institutionnel relatif à la sécurité alimentaire*. La gouvernance de la sécurité alimentaire est éclatée entre de nombreux acteurs et la coordination est limitée. Les stratégies et politiques nationales ne sont pas suffisamment axées sur la sécurité alimentaire ou n'intègrent pas de questions transversales comme le sexe et l'âge, et il n'existe pas non plus de secteur ou de cadre institutionnel fonctionnel se rapportant à la sécurité alimentaire.

²⁸ Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie et Organisation internationale du Travail (OIT). 2016. *National Child Labour Survey 2016 of Jordan: Summary Report on Main Findings, tableau 6*. https://www.ilo.org/beirut/publications/WCMS_510520/lang-en/index.htm.

²⁹ Banque mondiale. *Données: Jordanie*. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/JOR>.

³⁰ *countryeconomy.com*. *Jordan – Global Gender Gap Index*. <https://countryeconomy.com/demography/global-gender-gap-index/jordan>.

³¹ Organisation de coopération et de développement économiques. 2018. *Women's Political Participation in Jordan*. <https://www.oecd.org/mena/governance/womens-political-participation-in-jordan.pdf>.

³² Ministère néerlandais des affaires étrangères. 2018. *Climate change profile: Jordan*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Jordan_2.pdf.

³³ I. Badran *et al.* 2018. *Strategic Review: Achieving Sustainable Development Goal 2 (Zero Hunger) in Jordan by 2030*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104937/download/?_ga=2.148580343.1703306510.1560093169-591208273.1534415095.

- *Protection sociale.* Les filets de protection sociale fonctionnent mais sont mis à rude épreuve du fait du taux élevé de pauvreté, du chômage et de l'inflation. Il est nécessaire d'améliorer le ciblage et la coordination et de donner plus d'ampleur aux programmes sociaux tenant compte du sexe et de l'âge.
- *Possibilités économiques.* Le chômage et le manque de débouchés économiques limitent l'accès à la nourriture. Des études font état d'obstacles structurels, y compris un décalage entre l'enseignement supérieur et les besoins du marché, et il y est recommandé d'investir dans l'enseignement technique et la formation professionnelle.
- *Nutrition.* Des mesures sont nécessaires afin d'analyser et d'enrayer les tendances de la malnutrition, y compris la prévalence croissante de la surnutrition, et d'en réduire les coûts sanitaires, sociaux et économiques. Les personnes touchées par la malnutrition comprennent en premier lieu les enfants de 0 à 59 mois, les adolescentes, les femmes enceintes et les mères allaitantes.
- *Lien entre eau, climat et sécurité alimentaire.* La Jordanie compte parmi les pays du monde les plus touchés par le stress hydrique, avec 100 mètres cubes de ressources en eau renouvelables annuelles par habitant. Le seuil pour une grave pénurie d'eau a été établi à 500 mètres cubes. Les projections indiquent que la demande dépassera l'offre de 30 pour cent au cours de la prochaine décennie en raison de la croissance démographique et économique. En outre, les pénuries d'eau seront aggravées par le changement climatique. Il s'agit là d'une menace considérable pour la sécurité alimentaire, avec des effets différenciés selon l'âge et, compte tenu des rôles et des responsabilités attribués aux femmes et aux hommes, selon le sexe³⁴.
- *Vulnérabilité face aux chocs.* La Jordanie est extrêmement vulnérable face aux chocs (voir la section 1.1), et son cadre de réduction des risques de catastrophe n'en est encore qu'à ses débuts; la coordination est limitée entre les secteurs et entre les niveaux central et local, et il existe des lacunes s'agissant de l'état de préparation opérationnelle. En outre, les principes du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030) n'ont pas encore été incorporés dans le cadre jordanien pour ce qui concerne les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.
- *Inégalités entre les sexes.* Les inégalités entre les sexes sont légion, notamment au niveau de la représentation politique, de la participation à la vie économique et de la vie privée. Les obstacles les plus courants sont les pressions culturelles ou sociales, l'absence de possibilités d'emploi correspondant aux qualifications des femmes et des pratiques institutionnelles et des normes socioculturelles discriminatoires qui débouchent, par exemple, sur une participation limitée des femmes à la direction des instances publiques.

³⁴ Caroline Van Den Berg *et al.* 2016. *The Cost of Irrigation Water in the Jordan Valley*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/275541467993509610/The-cost-of-irrigation-water-in-the-Jordan-Valley>.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

27. L'objectif visé par le Gouvernement est d'opérer une transition et de ne plus être un pourvoyeur d'emplois et de subventions, mais d'offrir plutôt des débouchés dans une économie dominée par le secteur privé, en assurant des services par lesquels l'État comble les lacunes et répond aux besoins des Jordaniens les plus vulnérables. La stratégie "Jordanie 2025"³⁵ et ses plans de développement complémentaires accordent la priorité:
- à l'élaboration d'une approche globale pour résoudre les problèmes relatifs à la sécurité alimentaire;
 - à l'amélioration des services sociaux grâce à la restructuration et à l'optimisation des systèmes de protection sociale;
 - au renforcement de la croissance économique parallèlement à une réduction de la pauvreté et de la dette publique;
 - à la lutte contre le chômage et la faible productivité;
 - à l'accroissement de la participation des femmes au marché du travail et à la prise en compte des personnes ayant des besoins particuliers;
 - à la recherche de solutions au suremploi dans le secteur public et à la mauvaise performance du secteur public; et
 - à l'innovation, notamment grâce à la numérisation dans le secteur des entreprises.
28. L'examen stratégique de pays se fait l'écho de ces considérations et préconise de combler les lacunes du dispositif institutionnel en place pour la sécurité alimentaire grâce à la mise au point d'un plan global et axé sur l'action pour le secteur de la sécurité alimentaire, s'appuyant sur des travaux de recherche et intégrant les questions liées à l'égalité des sexes et à l'âge. Il appelle également à renforcer les mesures de réduction de la pauvreté, notamment les politiques et programmes sociaux, et à prendre en compte le lien entre eau, climat, énergie et sécurité alimentaire.
29. Le plan d'intervention de la Jordanie lié à la crise syrienne pour 2017-2019³⁶ appelle à poursuivre l'assistance alimentaire au profit des réfugiés les plus vulnérables et à promouvoir des liens avec des moyens d'existence durables tout en renforçant les systèmes nationaux de protection pour les Syriens et les Jordaniens vulnérables.
30. L'examen national volontaire de 2017 de la Jordanie consacré à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030³⁷ met l'accent sur un certain nombre d'objectifs et de mesures, comme le renforcement du lien entre l'éducation et le marché du travail; le soutien à l'esprit d'entreprise dans le but de réduire le chômage et d'assurer des emplois décents; la réduction de la pauvreté et la garantie d'un accès équitable aux services sociaux; et l'adoption systématique de mesures visant à réduire toutes les formes d'inégalité, y compris au niveau géographique, entre classes d'âge et entre les sexes.

³⁵ Gouvernement jordanien. *Jordan 2025: A National Vision and Strategy*. http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/planning_cycle_repository/jordan/jo2025part1.pdf.

³⁶ Ministère de la planification et de la coopération internationale. *The Jordan Response Plan for the Syria Crisis 2017-2019*. <http://www.jrpdc.org/jrp-publications>.

³⁷ Gouvernement jordanien. 2017. *Jordan's Way to Sustainable Development: First National Voluntary Review on the Implementation of the 2030 Agenda*. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16289Jordan.pdf>.

31. Un rapport de 2018 sur une évaluation des capacités du système de gestion des risques de catastrophe en Jordanie³⁸ recommande de renforcer la préparation aux situations d'urgence et les interventions d'urgence ainsi que la coordination connexe, la gestion de l'information et le financement.
32. Enfin, la Stratégie nationale de protection sociale pour 2019–2025 appelle à améliorer le ciblage et la coordination ainsi qu'à élargir les programmes sociaux tenant compte du sexe et de l'âge, et elle propose que le Fonds d'assistance national constitue le programme d'assistance sociale central parallèlement au programme national de repas scolaires, qui bénéficie aux filles (51 pour cent) et aux garçons (49 pour cent) de manière à peu près égale.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

33. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable pour la Jordanie pour 2018–2022³⁹ représente un engagement du système des Nations Unies en faveur d'une voie plus durable vers le développement, la prospérité, la paix et la sécurité, visant en particulier à bénéficier aux jeunes, aux femmes et aux groupes les plus vulnérables, comme les pauvres, les réfugiés et les personnes vivant dans des zones reculées ou défavorisées, y compris les îlots de pauvreté urbaine.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

34. D'après de récentes évaluations⁴⁰, l'assistance du PAM a beaucoup contribué à la réponse collective à la crise syrienne et a largement atteint les résultats escomptés, avec des effets positifs notables sur la diversité de l'alimentation et la prévention du recours à des stratégies de survie préjudiciables. Largement utilisée, la modalité des transferts de type monétaire a soutenu le pouvoir d'achat des bénéficiaires et injecté 750 millions de dollars dans l'économie jordanienne depuis 2014.
35. D'après les évaluations, le bureau de pays joue le rôle de chef de file en matière d'innovation, car il a activement initié et adopté des méthodes novatrices comme la technologie de reconnaissance de l'iris et celle de la chaîne de blocs afin de renforcer l'efficacité de l'assistance, ou encore le recours à l'hydroponie comme nouvelle méthode de culture d'aliments qui permet d'économiser de l'eau tout en offrant des moyens d'existence potentiels aux hommes et aux femmes, sur un pied d'égalité. Il en est également ressorti que les partenaires apprécient les démarches novatrices du PAM, qui peuvent être sources d'apprentissage pour d'autres, et soutiennent l'incorporation d'activités liées à l'innovation dans le plan stratégique de pays (PSP).
36. À l'issue des évaluations, il a été recommandé de faire plus d'efforts dans les domaines de la responsabilité envers les populations touchées, de l'égalité entre les sexes et de la protection, ainsi que de collaborer efficacement avec d'autres intervenants en vue d'optimiser la valeur ajoutée et de placer ces questions au cœur même de la conception du PSP. Le bureau de pays a donc mis en place un comité chargé de la protection afin que la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées fassent partie intégrante

³⁸ Initiative concernant les capacités de réduction des risques de catastrophe. 2018. *Capacity Assessment of the Disaster Risk Management System in Jordan* (version préliminaire). <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/67193>.

³⁹ Gouvernement jordanien et système des Nations Unies. 2017. *Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable pour la Jordanie pour 2018-2022*. http://jo.one.un.org/uploaded/publications_book/1525335438.pdf.

⁴⁰ *Decentralized Evaluation: WFP's General Food Assistance to Syrian Refugees in Jordan 2015 to mid-2018: Evaluation Report*. <https://www1.wfp.org/publications/jordan-general-food-assistance-syrian-refugees-evaluation>; et *Corporate Emergency Evaluation of the WFP Regional Response to the Syrian Crisis (January 2015–March 2018)*. <https://www1.wfp.org/publications/evaluation-wfps-regional-response-syrian-crisis-2015-2017>.

de l'ensemble de ses activités. En particulier, il continuera d'étoffer ses directives sur la façon d'enregistrer et de traiter les questions relatives à la protection sur le terrain; de dispenser, à l'intention de son personnel et des partenaires, des cours de formation consacrés aux risques sur le plan de la protection et à la marche à suivre pour les gérer; de répertorier les problèmes liés à la protection au moyen de sa permanence téléphonique et de ses services d'assistance, en les catégorisant et en les renvoyant aux entités compétentes tout en respectant le caractère confidentiel et sensible des informations; et de renforcer les dispositifs d'orientation en collaboration avec les organismes partenaires.

37. Le bureau de pays a aussi entrepris d'appliquer le programme de transformation des relations entre les sexes conçu par le PAM. Il renforcera également son suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes et ses partenariats avec des institutions spécialisées comme l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).
38. Le PSP a en outre été conçu compte tenu d'une recommandation tendant à ce que les activités axées sur le renforcement de la résilience contribuent à subvenir aux divers besoins des personnes vivant dans un pays à revenu intermédiaire.

2.2 Potentialités pour le PAM

39. Les possibilités de contribuer à combler les lacunes dans le domaine de la faim et de fournir de la valeur ajoutée sont notamment les suivantes:
 - continuer de subvenir de manière équitable aux besoins alimentaires essentiels des réfugiés de tous âges et des personnes touchées par une crise, tout en aidant la Jordanie à faire face aux situations d'urgence;
 - appuyer les mesures nationales visant à renforcer la protection sociale tenant compte du sexe et de l'âge, y compris en soutenant le Fonds d'assistance national et le programme national de repas scolaires;
 - renforcer l'autosuffisance grâce à des emplois décents ciblés pour les personnes qui ne bénéficient pas des débouchés économiques traditionnels (notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées);
 - améliorer le lien entre eau, agriculture et climat, notamment par le biais de la création d'actifs, et revitaliser les petites exploitations agricoles en créant des liens entre les marchés locaux et les bénéficiaires du PAM;
 - renforcer le potentiel de transformation des relations entre les sexes et la dimension nutritionnelle des interventions, y compris grâce à la communication destinée à faire évoluer la société et les comportements visant tous les groupes d'âge et en utilisant l'alimentation scolaire comme une plateforme à cet effet;
 - créer un plan pour le secteur de la sécurité alimentaire susceptible d'accroître la coordination entre les acteurs et d'appuyer la recherche connexe et l'amélioration de la disponibilité de données ventilées par sexe et par âge; et
 - continuer d'innover afin de faire en sorte que les résultats des activités du PAM soient équitables pour les femmes comme pour les hommes et pour les différents groupes d'âge, et servent de catalyseur pour d'autres acteurs.

2.3 Réorientations stratégiques

40. Le présent PSP introduit deux grandes réorientations stratégiques. Premièrement, étant donné que la Jordanie fait face à des difficultés croissantes, le PAM va commencer à rééquilibrer son portefeuille pour le réorienter vers la Jordanie elle-même, conformément aux priorités du pays liées au Programme 2030. Ainsi, en plus d'offrir un appui aux moyens d'existence, le travail mené en amont pour renforcer les capacités des institutions nationales, les stratégies et les programmes, se verra de plus en plus donner la priorité dans

le but d'obtenir des résultats porteurs de transformations et équitables pour les Jordaniens qui ne bénéficient pas des débouchés socioéconomiques.

41. Deuxièmement, le PAM travaillera avec les autres organismes des Nations Unies et le Gouvernement à la mise en place d'un cadre global d'évaluation de la vulnérabilité susceptible de fournir des descriptions normalisées des groupes les plus vulnérables, quels que soient leur nationalité ou leur statut, l'objectif étant d'appliquer à moyen terme une approche plus équitable de la répartition des ressources aux bénéficiaires de services sociaux. Par exemple, dans le cadre du présent PSP, le PAM commencera à fournir un appui aux réfugiés d'autres nationalités qui en ont le plus besoin, en tenant compte de leur âge et de leur sexe et en incluant ceux qui ne sont pas en mesure de travailler, comme les personnes handicapées et les femmes marginalisées.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

42. Le PSP est le fruit de vastes consultations avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes, y compris les partenaires et les bénéficiaires, et il a été établi compte tenu de l'examen stratégique de pays ainsi que des évaluations et des études sur la problématique femmes-hommes effectuées par le bureau de pays⁴¹. Il porte sur la période 2020–2022, ce qui constitue la première étape d'une vision s'inscrivant dans la durée et correspond au cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable.
43. Par le biais de quatre effets directs stratégiques contribuant directement aux ODD 2 et 17, le PAM continuera à apporter son concours à la Jordanie afin qu'elle puisse aider les réfugiés qu'elle accueille, tout en élargissant progressivement le soutien qu'il lui assure de manière à renforcer sa résilience en contribuant à protéger les acquis du développement; il l'aidera en outre à faire face aux pressions résultant des injustices et des inégalités d'ordre socioéconomique ou géographique ou encore liées à l'âge ou au sexe, ainsi que des inégalités dont pâtissent les résidents et les réfugiés.
44. Le PSP permet d'optimiser la cohérence interne et externe avec des effets directs et des activités qui se renforcent réciproquement et appuient la réalisation d'autres ODD, notamment les ODD 1 (élimination de la pauvreté), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (action climatique).
45. Le PAM continuera de prendre systématiquement en compte les considérations liées au sexe, à l'âge et au handicap lors de la conception, du ciblage, de la mise en œuvre et du suivi des activités du PSP, de manière à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et à veiller à ce que les besoins particuliers soient satisfaits. Il appliquera notamment des approches porteuses de transformations et tenant compte de la problématique femmes-hommes dans ses activités visant à lutter contre les inégalités économiques et autres entre les femmes et les hommes, et les filles et les garçons.
46. Plus particulièrement, le PAM fournira une assistance humanitaire pour faire face aux crises actuelles et futures, mais avec un champ d'application ne se limitant plus aux réfugiés syriens. Conformément aux priorités nationales, le PAM s'emploiera à appuyer les efforts du pays en matière de protection sociale et à fournir des moyens d'existence qui favorisent également l'autonomisation des femmes et des jeunes au niveau individuel, familial et communautaire.

⁴¹ Bureau du PAM en Jordanie. 2018. *Gender Analysis and Programme Review*; et PAM. 2019. *The potential of cash-based interventions to promote gender equality and women's empowerment: A multi-country study*. <https://www1.wfp.org/publications/gender-and-cash-wfp-study>.

47. Le PAM continuera de s'attacher à collaborer avec d'autres acteurs du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin de dégager une vision globale et d'encadrer l'action visant à améliorer la sécurité alimentaire et à la rendre plus équitable.
48. Grâce à ses compétences spécialisées et à son Accélérateur d'innovations ainsi qu'aux réseaux connexes, le PAM élaborera et mettra à l'essai des approches novatrices, notamment en ce qui concerne le lien entre eau, climat et sécurité alimentaire.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par la crise en Jordanie, y compris les réfugiés, sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année

49. Au titre de cet effet direct stratégique, le PAM fournira une assistance humanitaire pour faire face aux crises actuelles et futures. L'assistance alimentaire destinée aux réfugiés syriens se poursuivra et sera élargie de manière à venir en aide aux réfugiés d'autres nationalités en situation d'insécurité alimentaire (iraquiens ou somaliens par exemple).
50. L'accent nouvellement mis sur la préparation et les interventions en cas d'urgence permettra de faire en sorte que les personnes touchées par une nouvelle crise bénéficient d'un appui équitable tandis que les capacités nationales seront renforcées (activité 2). Des liens seront également établis avec les dispositifs de protection sociale (activité 3) et la création d'actifs visant à réduire les risques de catastrophe (activité 5).

Domaine d'action privilégié

51. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions face à une crise.

Produits escomptés

52. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
 - Les réfugiés ciblés reçoivent une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
 - Les réfugiés qui rentrent en République arabe syrienne grâce à des modalités de retours facilités reçoivent une dotation de retour.
 - Les personnes touchées par une crise naissante reçoivent une assistance qui répond à leurs besoins alimentaires pendant et après ladite crise.
 - Les personnes vulnérables face aux chocs sont protégées grâce au renforcement de la capacité des autorités nationales à réduire les risques de catastrophe et à faire face aux situations d'urgence.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle aux réfugiés et aux autres populations touchées par la crise

53. Le PAM fournira une assistance alimentaire sous forme de transferts de type monétaire à 480 000 réfugiés. Conformément à la pratique en vigueur chez les partenaires humanitaires, les critères d'accès à l'assistance et le montant de l'aide fournie aux réfugiés provenant de la République arabe syrienne et d'autres pays qui résident dans des communautés d'accueil seront déterminés en fonction de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire, tandis que tous les réfugiés syriens se trouvant dans des camps bénéficieront d'une aide.
54. Étant donné que les marchés fonctionnent et que les services financiers et l'infrastructure voulus sont en place dans l'ensemble du pays, les bénéficiaires des communautés recevront des cartes électroniques pouvant être utilisées pour retirer des espèces dans des distributeurs automatiques ou acheter des produits alimentaires auprès d'un réseau de 200 magasins partenaires du PAM. En collaboration avec d'autres acteurs, le PAM s'efforcera

- d'étendre cette modalité aux camps. En attendant que cela soit faisable, les personnes vivant dans des camps bénéficieront de bons électroniques limités à l'alimentation fonctionnant grâce à la technologie de la chaîne de blocs et pouvant être utilisés dans les supermarchés des camps.
55. Le montant de l'assistance alimentaire fournie dépendra de l'évaluation de la vulnérabilité du ménage face à l'insécurité alimentaire et de la composition de celui-ci. Toute femme ou tout homme adulte pourra recevoir l'assistance pour elle-même ou lui-même ou pour son ménage. Le PAM mettra en œuvre des activités liées à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, en mettant l'accent sur le renforcement de l'acquisition de notions financières par les femmes, de manière à ce que celles-ci se sentent habilitées à recevoir des espèces. Les activités de suivi continueront de surveiller les effets de l'assistance sur la dynamique au sein des ménages, y compris le contrôle de l'assistance fournie, de façon à bien répondre aux besoins particuliers des membres du ménage en fonction de leur âge et de leur sexe. La prise de décisions en commun sur l'utilisation de l'assistance sera encouragée.
 56. Les réfugiés arrivant dans les camps recevront une assistance alimentaire en nature jusqu'à ce qu'ils puissent avoir accès aux installations des camps. Un appui sera apporté pour répondre aux besoins alimentaires des personnes repartant en République arabe syrienne dans le cadre plus large d'une dotation de retour si les acteurs humanitaires en décident ainsi collectivement.
 57. Le PAM donnera une dimension nutritionnelle plus marquée à son assistance alimentaire en travaillant avec les détaillants afin de veiller à ce que des articles nutritifs qui répondent aux besoins particuliers des jeunes enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées soient accessibles à des prix raisonnables. Le PAM mettra également en œuvre des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements tenant compte de la problématique femmes-hommes, afin d'encourager des habitudes et des comportements sains dans le domaine de l'alimentation, y compris l'allaitement exclusif au sein, et de faire évoluer les rôles discriminatoires dévolus aux deux sexes (par exemple, en encourageant le partage des soins entre les femmes et les hommes).
 58. Conformément à une recommandation formulée à l'issue d'une évaluation décentralisée⁴², le PAM continuera de réfléchir, avec ses partenaires, à l'orientation stratégique future de l'assistance alimentaire aux réfugiés, en tenant compte de la faisabilité sur le plan politique et des risques. Les approches, les méthodes et les outils visant à améliorer la qualité des programmes, y compris l'analyse de la vulnérabilité, le ciblage, le suivi et l'évaluation, l'analyse des données liées aux transactions et les mécanismes de responsabilité à l'égard des bénéficiaires et des partenaires, seront ajustés selon que de besoin. Les échanges avec d'autres bureaux de pays de la région qui mettent en œuvre des activités similaires seront activement favorisés afin de tirer profit de l'apprentissage mutuel.
 59. Le PAM va collaborer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations qui aident à subvenir aux besoins essentiels des réfugiés, et il participera aux tribunes pertinentes, notamment celles qui mettent l'accent sur l'égalité des sexes et la prise en compte du handicap, la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées. Les partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations spécialisées serviront à renforcer la responsabilité envers les populations touchées, la protection et la prise en compte de la problématique femmes-hommes, et ils seront mis à profit pour mener des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

⁴² *Decentralized Evaluation: WFP's General Food Assistance to Syrian Refugees in Jordan 2015 to mid-2018: Evaluation Report.* <https://www1.wfp.org/publications/jordan-general-food-assistance-syrian-refugees-evaluation>.

60. Au besoin, le PAM pourrait également fournir une assistance alimentaire aux populations touchées par de futures crises, en étroite collaboration avec le Centre national pour la sécurité et la gestion des crises, les autorités chargées de la protection civile et les autorités locales pertinentes.

Activité 2: Fournir des outils et des systèmes et organiser des stages de formation au profit du Gouvernement afin de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence

61. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation des capacités du système de gestion des risques de catastrophe en Jordanie, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités du Centre national pour la sécurité et la gestion des crises et d'autres parties prenantes gouvernementales concernées comme la Direction de la défense civile, le Département de la statistique, le Centre national de recherche agricole et l'Unité du suivi de la sécheresse, par le biais d'une assistance technique axée sur la réduction des risques de catastrophe et sur la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence.
62. En collaboration avec des acteurs impliqués dans la réduction des risques de catastrophe, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PAM s'attachera à appuyer:
- la réalisation d'exercices de simulation et la mise au point d'outils numériques afin de renforcer les interventions d'urgence, d'améliorer la gestion de l'information en temps utile et de réduire les coûts et les délais d'intervention; et
 - la création et le renforcement de systèmes d'alerte rapide tenant compte du sexe et de l'âge pour ce qui est des flambées des prix des produits alimentaires, des épisodes de sécheresse et des inondations, afin de pouvoir anticiper et atténuer les chocs.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, y compris les enfants, sont prises en charge dans le cadre de dispositifs de protection sociale adéquats

63. Le PAM appuiera la protection sociale et, conformément à la stratégie nationale en la matière, il contribuera aux efforts déployés pour renforcer le secteur et améliorer le ciblage, la coordination, le suivi et l'évaluation des dispositifs clés.
64. Cette stratégie fait explicitement du Fonds d'assistance national et du programme national de repas scolaires d'importants programmes nationaux d'aide sociale. Dans le souci de renforcer progressivement les systèmes nationaux qui contribuent à la réalisation de l'ODD 2, le PAM appuiera ces programmes par le biais d'une assistance technique qui prendra en compte des préoccupations transversales essentielles (par exemple l'égalité entre les sexes, l'âge et le handicap), tout en soutenant la mise en œuvre du programme national de repas scolaires. Les possibilités de coopération Sud-Sud seront étudiées.

Domaine d'action privilégié

65. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

66. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les personnes les plus vulnérables en Jordanie bénéficient de dispositifs nationaux de protection sociale renforcés, efficaces, équitables et sans exclusive.
 - Les enfants en Jordanie bénéficient du renforcement de la capacité du Gouvernement à accroître l'efficacité et la durabilité du programme national de repas scolaires.
 - Les bénéficiaires de repas scolaires tirent profit d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et diversifiés.

Activités essentielles

Activité 3: Aider le Gouvernement à réformer les dispositifs nationaux de protection sociale et à leur donner plus d'ampleur

67. En collaboration avec la Banque mondiale, l'UNICEF et d'autres partenaires, le PAM fournira dans ses domaines de compétence une assistance technique au Fonds d'assistance national en vue d'améliorer l'efficacité, l'équité et l'efficacité des principaux programmes sociaux nationaux. Dans un premier temps, l'assistance technique du PAM mettra l'accent sur l'appui à la numérisation des systèmes de paiement, la mise en place de mécanismes de recours et de réparation accessibles à tous, la validation des bénéficiaires et la conception de programmes de reclassement. À mesure que le Fonds d'assistance national élargira les prestations offertes et instaurera des services complémentaires à son programme d'assistance en espèces, l'aide apportée par le PAM sera sans doute étendue en fonction des priorités du Fonds d'assistance national et des demandes d'appui technique.
68. Le PAM appuiera également le programme national de repas scolaires grâce à des mesures menées en collaboration avec le Ministère de l'éducation visant à renforcer les capacités et à mettre au point une stratégie de repas scolaires s'inscrivant dans un cadre national, englobant des parties prenantes nationales autres que le Ministère de l'éducation et définissant une vision pour l'alimentation scolaire assortie d'objectifs clairs et tenant compte de considérations liées au sexe et à l'âge⁴³; il appuiera la mise en œuvre effective de la stratégie en renforçant la capacité du Gouvernement à cibler, mettre en œuvre, suivre et évaluer l'alimentation scolaire et à communiquer à ce sujet d'une manière qui tienne compte des considérations liées au sexe et à l'âge; par ailleurs, il renforcera l'efficacité de l'alimentation scolaire en promouvant des modèles de repas scolaire plurisectoriels et intégrés; et il accroîtra la viabilité des programmes d'alimentation scolaire en appuyant la diversification des sources de financement. En outre, le PAM travaillera avec le Gouvernement à la mise en place d'un programme de transformation des relations entre les sexes, à la faveur du programme national de repas scolaires.
69. Le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation et s'efforcera d'associer aux partenaires les Ministères de la santé, du développement social et de l'agriculture ainsi que l'Agence jordanienne pour le contrôle des aliments et des produits pharmaceutiques. Le PAM collaborera également avec l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
70. Plus généralement, le PAM contribuera, avec ses partenaires, à la formulation d'un plan d'action à l'appui de la Stratégie nationale de protection sociale et étudiera la possibilité de soutenir d'autres programmes prioritaires dirigés par le Gouvernement, comme ceux que mène le Ministère du développement social en faveur des personnes handicapées.

Activité 4: Assurer une alimentation scolaire à dimension nutritionnelle au profit des enfants ciblés

71. Grâce au programme national de repas scolaires, le Ministère de l'éducation assure une alimentation scolaire au profit de 424 000 garçons et filles, de la maternelle à la sixième (de 4 à 12 ans), pour les enfants inscrits dans 1 847 écoles publiques dans des îlots de pauvreté dans toute la Jordanie, et de la maternelle à la terminale (de 4 à 17 ans) pour les enfants dans les camps. Ce programme social, qui bénéficie à la fois aux enfants jordaniens et aux enfants réfugiés, sert de mesure incitative à une fréquentation scolaire régulière, soutient les conditions d'apprentissage et contribue à renforcer la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

⁴³ Le cadre d'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) et les cinq critères de qualité connexes seront utilisés pour orienter ce processus.

72. Parallèlement au renforcement du cadre institutionnel de l'alimentation scolaire dans son ensemble prévu au titre de l'activité 3, le PAM continuera à appuyer la mise en œuvre du programme national de repas scolaires en achetant localement une partie des biscuits enrichis distribués par le Ministère de l'éducation par le biais du programme, et en mettant en œuvre, en partenariat avec des ONG locales, une variante du programme qui permettra à 1 513 femmes et hommes de communautés locales ayant besoin d'un soutien économique d'accéder à des possibilités de revenus en préparant, en emballant et en livrant à certaines écoles situées dans des communautés (282) et des camps (31) des collations produites et achetées localement.
73. Le PAM s'emploiera également avec le Ministère de l'éducation à améliorer encore ce programme en vue d'éclairer les décisions clés concernant l'élaboration du cadre institutionnel d'alimentation scolaire compte tenu des enseignements tirés de l'expérience.
74. En particulier, afin de renforcer l'impact nutritionnel de l'activité, le PAM s'emploiera, en collaboration avec le Ministère de l'éducation, à examiner et ajuster si nécessaire la composition de la collation de manière à en renforcer la valeur nutritionnelle et à la diversifier. Le PAM assurera également une éducation nutritionnelle au profit des écoliers ainsi que des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements tenant compte des considérations liées au sexe et à l'âge, afin d'améliorer les habitudes alimentaires des familles et des aidants.
75. Pour renforcer encore l'efficacité du programme et son impact sur l'économie locale, de nouveaux modèles seront mis à l'essai et des liens seront établis avec de petits agriculteurs et producteurs bénéficiant d'une assistance au titre de l'activité 5.
76. Pour renforcer davantage l'émancipation économique des femmes, le PAM continuera de s'assurer que les femmes obtiennent des emplois clés (par exemple en qualité de boulangères) et, s'il y a lieu, que des équipes de boulangerie entièrement constituées de femmes sont mises en place pour la préparation des collations scolaires.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, en particulier les femmes et les jeunes, sont plus autosuffisantes et disposent de meilleurs moyens d'existence

77. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation, le PAM travaillera en partenariat avec des institutions nationales afin de remodeler et de développer l'appui aux moyens d'existence destiné aux Jordaniens et aux réfugiés les plus marginalisés sur le marché du travail, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap, tout en cherchant à avoir un effet positif sur le lien entre eau, climat et sécurité alimentaire. Ce faisant, le PAM veillera à s'attaquer aux obstacles auxquels les femmes se heurtent pour accéder au monde du travail et s'assurera que la création d'actifs s'appuie sur une gestion durable des ressources en eau tout en la favorisant.
78. Les actions menées au titre de cet effet direct seront liées aux activités 1 et 3 en offrant la possibilité à certains bénéficiaires de l'assistance alimentaire du PAM et du programme du Fonds d'assistance national de renforcer leur autosuffisance et de sortir de ces programmes à moyen terme. Un appui aux petits exploitants – hommes et femmes sur un pied d'égalité – sera également progressivement instauré de manière à renforcer la manutention après récolte et l'accès aux marchés. Des liens seront également établis avec des programmes comme le programme national de repas scolaires (activité 4).

Domaine d'action privilégié

79. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

80. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de leur participation à la création d'actifs liés à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe.
 - Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de stages de formation et de la promotion des petites entreprises.
 - Les petits exploitants vulnérables reçoivent une aide visant à améliorer durablement leurs moyens d'existence à la faveur du renforcement de leurs capacités et de la mise à disposition d'actifs.

Activité essentielle

Activité 5: Fournir un appui aux moyens d'existence (formation, activités génératrices de revenus, création d'actifs) des personnes vulnérables dans les milieux rural et urbain, l'accent étant mis sur les femmes et les jeunes

81. Avec des taux de chômage élevés, en particulier chez les femmes et les jeunes, la création d'emplois décents et de moyens d'existence est une priorité nationale. Compte tenu des recommandations issues d'évaluations, de travaux d'analyse et de consultations avec les acteurs sur le terrain, le PAM remodelera et élargira son appui aux moyens d'existence afin de mener un éventail d'interventions adaptées aux différents contextes et aux besoins de divers groupes cibles. Il s'agira en particulier de surmonter les obstacles d'ordre social et économique qui entravent la participation des femmes et des jeunes au marché du travail et à l'économie, y compris les soins et les travaux domestiques non rémunérés, le but étant de permettre la participation et la mobilisation autour des activités de subsistance.
82. Les autorités nationales compétentes seront associées à la conception des interventions, ainsi que les hommes et les femmes bénéficiaires, afin de veiller à ce que leurs besoins particuliers soient pris en compte et que des possibilités équitables de génération de revenus soient créées. Des partenaires spécialisés appuieront la mise en œuvre des activités. Le PAM suivra les modes opératoires normalisés élaborés par le groupe de travail chargé des moyens d'existence, qui est présidé par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et vise à assurer un accès équitable à des conditions de travail et des environnements décents, la délivrance de permis de travail et la mise en place d'une assurance maladie.
83. Le PAM travaillera en partenariat avec les Ministères du développement social, de l'agriculture, du travail, de l'eau et de l'environnement à des activités de subsistance. Les partenariats stratégiques avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PNUD, ONU-Femmes et l'OIT seront également renforcés.
84. Les interventions viendront en aide à 125 600 bénéficiaires et porteront sur les points suivants:
- *Création de possibilités d'emploi grâce à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs adaptées à différents contextes, y compris les zones urbaines et rurales.* La sélection des activités reposera sur des analyses pertinentes tenant systématiquement compte des considérations liées au sexe et à l'âge, et sera axée sur la mise en place d'actifs qui contribuent au lien entre eau, climat et sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur les efforts d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe dans le droit fil des stratégies nationales et des priorités locales. Les actifs créés contribueront à la gestion des sols et des terres, à l'atténuation des inondations et des épisodes de sécheresse, au reboisement et à la remise en état d'autres infrastructures publiques et communautaires, selon que de

besoin. Les femmes et les hommes des communautés pourront y accéder, les contrôler et en bénéficier sur un pied d'égalité.

- Dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des activités et lors du choix des actifs et de la sélection des partenaires, le PAM s'attachera à soutenir une gestion positive des ressources en eau et collaborera à cet effet avec le Ministère de l'eau, la FAO ainsi que des instituts spécialisés de recherche et des institutions opérationnelles au niveau local. Le PAM collaborera également avec les communautés afin de s'assurer que des plans sont en place pour l'entretien des équipements construits, et des accords seront signés à cette fin.
- *Appui à des groupes de femmes afin qu'elles puissent bénéficier de moyens d'existence susceptibles d'accroître leur capital, de renforcer leur esprit d'entreprise et leurs capacités de prise de décisions et de leur permettre d'opérer la transition vers des moyens d'existence durables.* Adaptée de l'approche dite de "reclassement", qui est reconnue du fait qu'elle aborde la pauvreté de manière globale, cette intervention associera un appui pluridimensionnel pour répondre aux besoins immédiats des participants au moyen d'une assistance en espèces, un appui aux moyens d'existence passant par la mise à disposition d'actifs productifs (par exemple des unités de production hydroponique, du petit bétail ou des unités de production alimentaire) et des formations aux qualifications techniques, au développement de l'entreprise et à la planification de l'épargne et du financement, parallèlement à des investissements à long terme consacrés aux compétences nécessaires à la vie courante et à l'évolution positive des comportements.
- *Appui aux petits exploitants agricoles.* Les femmes et les hommes seront ciblés de façon équitable de manière à renforcer leurs avantages économiques au moyen d'un ensemble d'activités, notamment la formation (par exemple aux techniques de conservation de l'eau et à la chaîne de valeur) et la fourniture d'actifs visant à renforcer la production et l'accès aux marchés et à réduire les pertes grâce à l'utilisation de techniques novatrices adaptées au climat.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les partenariats à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable en Jordanie sont renforcés grâce à des solutions efficaces et novatrices mises en place par le PAM et ses partenaires

85. Le PAM favorisera les partenariats avec le Gouvernement, la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé afin de renforcer la résilience de la Jordanie face aux chocs et sa capacité à appuyer de manière équitable la sécurité alimentaire et la nutrition de divers groupes de population.
86. Conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de pays, le PAM se joindra à d'autres acteurs pour préconiser le renforcement de la cohérence du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et appuyer l'élaboration d'un plan sectoriel fournissant un cadre global tenant compte du sexe et de l'âge à toutes les parties prenantes impliquées dans la réalisation de l'ODD 2, et servant à coordonner les politiques et programmes importants, à promouvoir la recherche liée aux objectifs afférents à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à assurer comme il se doit un suivi des indicateurs de l'ODD 2 tenant compte du sexe et de l'âge.
87. Le PAM continuera de tirer profit de sa solide réputation en matière d'innovation afin de nouer des partenariats qui lui permettront de continuer à innover pour appuyer l'ensemble des activités menées dans le cadre du PSP, tout en agissant de plus en plus comme un catalyseur d'innovation pour d'autres acteurs, l'objectif étant de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire.

Domaine d'action privilégié

88. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

89. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les personnes en Jordanie tirent profit du renforcement des capacités nationales s'agissant d'assurer efficacement la planification, la coordination et le suivi du secteur de la sécurité alimentaire.
- Les personnes vulnérables en Jordanie tirent profit de l'amélioration de l'accès des partenaires humanitaires et de développement à des programmes d'assistance novateurs qui leur permettent d'œuvrer de manière plus efficace, y compris en période de crise.

Activités essentielles

Activité 6: Avec d'autres acteurs, élaborer un vaste plan relatif au secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition lié à d'autres secteurs et étayé par une structure de coordination

90. Le PAM s'associera à d'autres acteurs pour plaider en faveur du renforcement de la cohérence du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En partenariat avec les ministères compétents (notamment ceux qui sont chargés de l'agriculture, du développement social et de la santé), le Département de la statistique, des organisations internationales (y compris la FAO, le FIDA et la Banque mondiale) et des instituts de recherche locaux, le PAM s'emploiera à renforcer le cadre institutionnel autour de l'ODD 2, à coordonner les politiques et programmes connexes, à créer des liens avec d'autres secteurs, à promouvoir la recherche en rapport avec les objectifs liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition et à appuyer la réalisation d'un suivi adéquat des indicateurs de l'ODD 2.
91. En particulier, le PAM contribuera à l'élaboration d'un plan sectoriel semblable à ceux qui existent pour l'éducation et la santé, de manière à fournir un cadre stratégique à toutes les parties prenantes impliquées dans la réalisation de l'ODD 2 et le suivi de l'impact sur les ODD connexes. Ce plan sera conforme aux priorités nationales et éclairé par les politiques et les études pertinentes, y compris l'examen stratégique de pays, l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages et l'enquête à venir sur les carences en micronutriments. Il favorisera des activités adaptées à l'âge et respectant l'équité du traitement des femmes et des hommes, qui tiendront compte des besoins distincts des personnes des deux sexes et de différents groupes d'âge.

Activité 7: Faciliter l'échange de connaissances entre les partenaires et le Gouvernement de manière à promouvoir la mise à l'essai et la mise à l'échelle d'approches novatrices en vue de réaliser les objectifs de développement durable

92. Le PAM montre la voie en matière d'innovation en Jordanie et dans l'ensemble de la région, et le présent PSP élargira et amplifiera ses efforts en la matière. En collaboration avec son Accélérateur d'innovations et d'autres partenaires, le PAM jouera un rôle de catalyseur pour l'innovation, contribuera à l'innovation en Jordanie et la soutiendra afin d'exploiter les idées novatrices et les compétences spécialisées disponibles.
93. L'accent sera mis sur l'élaboration de solutions novatrices concernant le lien entre eau, climat, énergie et sécurité alimentaire afin de faire face aux inégalités liées au sexe ou à l'âge, aux problèmes liés à la nutrition et à d'autres difficultés recensés dans le cadre de l'examen stratégique de pays. Un examen systématique des personnes qui bénéficieront de l'innovation proposée, notamment en ce qui concerne l'âge et le sexe, sera mené en vue de sélectionner les idées.

94. Le bureau de pays facilitera l'organisation d'ateliers, de conférences et de formations sur les techniques novatrices susceptibles de contribuer à des partenariats avec le Gouvernement, des établissements universitaires, des organisations de la société civile et des entrepreneurs, une attention particulière étant accordée à l'inclusion, à la diversité et à l'équité, tant au niveau du contenu que du processus. Le PAM organisera ou codirigera également des séances d'entraînement ou des hackathons avec des partenaires locaux afin de générer des idées réalisables, en garantissant la participation de femmes et d'hommes de divers horizons.
95. Les innovations possibles seront évaluées afin de déterminer ce qu'elles pourraient permettre d'obtenir, pour qui et dans quelle mesure elles sont conformes aux priorités du Gouvernement et aux objectifs du PAM. Ce dernier appuiera la mise à l'essai des idées au niveau local et, s'il y a lieu, leur transposition à plus grande échelle. Les solutions novatrices seront mises à la disposition des partenaires et des populations ciblées et seront partagées au sein du PAM et à l'extérieur via les réseaux mondiaux de partage des pratiques.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

96. Le présent PSP marque un changement dans le portefeuille d'activités du PAM, qui soutiendra désormais le Gouvernement par le biais du renforcement des capacités et d'une assistance technique aux programmes nationaux prioritaires en matière de protection sociale et d'appui aux moyens d'existence, jetant ainsi les bases d'une réduction du nombre d'interventions directes du PAM à l'avenir.
97. Le fait d'œuvrer pour renforcer l'efficience, l'efficacité, l'ouverture à tous, l'équité et la durabilité des programmes sociaux nationaux contribuera à réduire le recours à des systèmes de prestation parallèles mis à disposition par le PAM et ses partenaires à long terme. Ainsi, les efforts visant à renforcer le cadre institutionnel d'alimentation scolaire (activité 3), y compris l'appui à la mise en place de sources de financement nationales durables en faveur de l'alimentation scolaire, feront que le PAM aura progressivement moins besoin de fournir un appui au programme national de repas scolaires (activité 4).
98. Même si le PAM continuera de venir en aide aux réfugiés, l'assistance devrait peu à peu devenir moins nécessaire à mesure que les réfugiés rentreront chez eux ou deviendront autosuffisants grâce aux interventions du PAM en faveur des moyens d'existence. Par sa participation à la protection sociale, le PAM, aux côtés d'autres acteurs, favorisera également la mise en place d'un système unifié d'assistance sociale répondant équitablement aux besoins de personnes de sexe, d'aptitudes, de nationalité et d'âge différents, ce qui réduira la nécessité de poursuivre à long terme l'assistance humanitaire au profit des réfugiés.
99. Les stratégies en matière de transition et de retrait comprendront des programmes de transformation respectant l'équité du traitement des deux sexes afin de réduire les inégalités qui nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

100. *Activité 1.* Les réfugiés syriens enregistrés les plus vulnérables dans les camps et les communautés d'accueil (470 000 personnes), ainsi que des réfugiés d'autres nationalités (10 000), recevront une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle (transferts de type monétaire) qui leur permettra de subvenir à leurs besoins essentiels. Le PAM prévoit une réduction de 30 000 réfugiés par an, compte tenu des retours potentiels et de l'accroissement de l'autosuffisance grâce à l'appui aux moyens d'existence assuré par le PAM (activité 5) et ses partenaires.

101. Les réfugiés syriens vivant dans des communautés seront ciblés compte tenu de critères de vulnérabilité sociale et démographique⁴⁴, ce qui permettra au PAM de renforcer la responsabilité envers les populations touchées en veillant à ce que soient pris en charge les ménages comptant dans leurs rangs des personnes âgées, handicapées ou ayant des problèmes de santé, et les ménages ayant une femme à leur tête; de faciliter la communication des critères d'inclusion aux bénéficiaires et aux non-bénéficiaires; et d'assurer des mises à jour régulières, réduisant ainsi au minimum les erreurs d'inclusion et d'exclusion. Les réfugiés d'autres nationalités seront ciblés en fonction de critères du HCR qui permettent de recenser les personnes les plus vulnérables face à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.
102. À partir de 2021, les résultats d'une évaluation globale de la vulnérabilité réalisée conjointement par l'UNICEF, le HCR et le PAM viendront éclairer le ciblage qu'effectuent ce dernier et ses partenaires.
103. Le cas échéant, le nombre de réfugiés syriens bénéficiant d'une assistance sous forme de dotations de retour sera établi en concertation avec d'autres acteurs. En cas de situation d'urgence, la nature et l'ampleur de la crise seront prises en considération pour déterminer la taille et la composition du groupe des personnes touchées par la crise devant bénéficier d'une assistance.
104. *Activité 2.* Les personnes vulnérables face à une situation d'urgence dans l'ensemble du pays bénéficieront indirectement des efforts déployés pour renforcer les capacités des acteurs nationaux en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence, compte tenu de considérations liées au sexe et à l'âge.
105. *Activité 3.* Les personnes bénéficiant des programmes sociaux dirigés par le Gouvernement, y compris les personnes handicapées, bénéficieront indirectement des efforts accomplis par le PAM pour renforcer le Fonds d'assistance national et le programme national de repas scolaires, ainsi que de l'ensemble des mesures prises pour renforcer le cadre de protection sociale conformément à la stratégie en vigueur en la matière.
106. *Activité 4.* Les enfants qui fréquentent l'école primaire dans des zones pauvres et des camps de réfugiés (424 000) bénéficieront du programme national de repas scolaires. Il est prévu que leur nombre augmentera légèrement, tout comme le taux de scolarisation. En outre, 740 femmes et hommes, y compris des personnes handicapées, travaillant dans 17 cuisines pourront bénéficier de possibilités d'emploi décent.
107. *Activité 5.* Les personnes des communautés ciblées ne bénéficiant pas de débouchés économiques, en particulier les femmes et les jeunes, recevront un appui aux moyens d'existence sous la forme d'emplois décents axés sur la création d'actifs, un soutien aux entreprises familiales et aux autres petites entreprises, et des formations connexes. Les communautés ciblées bénéficieront également indirectement d'actifs qui contribueront à réduire les risques de catastrophe et favoriseront l'adaptation au changement climatique. Un nombre limité de petits exploitants, femmes et hommes, recevront un appui spécialisé sur un pied d'égalité.
108. Le ciblage géographique et la conception des activités seront éclairés par des évaluations utilisant l'approche à trois niveaux. Les analyses seront participatives et tiendront compte de considérations liées au sexe et à l'âge.
109. *Activités 6 et 7.* Les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans toute la Jordanie bénéficieront indirectement des efforts déployés par le PAM pour renforcer le secteur de

⁴⁴ Il s'agit notamment de la situation matrimoniale, du sexe et de l'âge du requérant principal, des éventuels problèmes médicaux et sanitaires, de l'existence d'un handicap et du taux de dépendance.

l'alimentation et de la nutrition et promouvoir des innovations qui contribueront à remédier aux problèmes humanitaires et de développement de manière équitable.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)^a						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1. Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle aux réfugiés et aux autres populations touchées par la crise	117 600	124 800	122 400	115 200	480 000
	2. Fournir des outils et des systèmes et organiser des stages de formation au profit du Gouvernement afin de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence				-	-
2	3. Aider le Gouvernement à réformer les dispositifs nationaux de protection sociale et à leur donner plus d'ampleur				-	-
	4. Assurer une alimentation scolaire à dimension nutritionnelle au profit des enfants ciblés	211 980	212 033	776 ^b	737 ^b	425 526
3	5. Fournir un appui aux moyens d'existence (formation, activités génératrices de revenus, création d'actifs) des personnes vulnérables dans les milieux rural et urbain, l'accent étant mis sur les femmes et les jeunes	24 618	25 874	34 540	40 569	125 600^c
4	6. Avec d'autres acteurs, élaborer un vaste plan relatif au secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition lié à d'autres secteurs et étayé par une structure de coordination				-	-
	7. Faciliter l'échange de connaissances entre les partenaires et le Gouvernement de manière à promouvoir la mise à l'essai et la mise à l'échelle d'approches novatrices en vue de réaliser les objectifs de développement durable				-	-
Total		344 064	352 330	153 203	152 028	1 001 625^d

^a Les filles et les garçons sont des bénéficiaires de moins de 18 ans.

^b Le nombre de bénéficiaires englobe les travailleurs des deux sexes ainsi que les membres adultes de leur ménage.

^c Le nombre de bénéficiaires englobe les participants individuels et leur ménage. Les participants peuvent être principalement des femmes, mais le nombre total correspond à la famille entière.

^d Les bénéficiaires qui ont reçu un appui provenant de plus d'une source (par exemple assistance alimentaire et repas scolaires dans les camps) ne sont comptabilisés qu'une seule fois.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

	Effet direct stratégique 1					Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 3
	Activité 1					Activité 4			Activité 5
Type de bénéficiaires	Réfugiés syriens dans les camps		Réfugiés dans les communautés d'accueil (vulnérables)	Réfugiés dans les communautés d'accueil (extrêmement vulnérables)	Réfugiés (nouveaux arrivants)	Enfants réfugiés dans les camps (de 5 à 17 ans)	Enfants dans les communautés (de 5 à 12 ans)	Travailleurs - repas scolaires	Bénéficiaires d'activités axées sur les moyens d'existence (assistance alimentaire pour la création d'actifs)
Modalité	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Collations						0,495/ 230	0,519/ 230		
Biscuits						80	80		
Dattes		130							
Colis de vivres					1 unité (2 900)				
Total kcal/jour		94			2 140	300 (collation saine), 350 (barre de datte)	300 (collation saine), 350 (barre de datte)		
% de kcal d'origine protéique									
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	1,082		0,706	1,082				2,618 (dans les camps), 2,53 (communautés d'accueil)	4,24
Nombre de jours d'alimentation par an	365	30	365	365	1	140 (collations), 20 (biscuits)	100 (collations), 50 (biscuits)	162 (dans les camps), 100 (communautés)	180

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Aliments composés et mélanges	4 194	7 424 820
Autres	1 485	2 298 133
Total (produits alimentaires)	5 679	9 722 953
Transferts de type monétaire (y compris les bons-produits)		541 704 562
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	5 679	551 427 515

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

110. Étant donné que le PAM soutient de plus en plus le renforcement des capacités des pouvoirs publics et des partenaires, il œuvrera activement en faveur de la coopération Sud-Sud aux niveaux régional et mondial, en particulier en collaborant avec les Centres d'excellence du PAM au Brésil (afin d'étudier divers modèles d'alimentation scolaire et les moyens de resserrer les liens avec les ministères d'exécution, le secteur privé et les petits exploitants agricoles au titre de l'activité 3) et en Chine (l'accent étant mis sur les transferts de technologies équitables et la promotion de l'esprit d'initiative chez les petits exploitants agricoles, hommes et femmes, au titre de l'activité 5).

4.3 Chaîne d'approvisionnement

111. Le personnel du bureau de pays chargé de la chaîne d'approvisionnement conclura des contrats efficaces et efficaces avec des prestataires de services dans les secteurs de l'alimentation, des finances, des technologies et de la prestation de services. Le PAM favorisera les achats locaux (les collations scolaires et les colis alimentaires destinés aux nouveaux arrivants dans les camps seront achetés localement) afin de renforcer sa contribution à l'économie locale, et il s'efforcera d'atténuer les risques dans le domaine de la gestion des produits alimentaires et d'optimiser la qualité et la sécurité sanitaire des aliments en travaillant avec les autorités et les détaillants. Conformément aux constatations issues de l'enquête à paraître sur les carences en micronutriments, le PAM étudiera également la possibilité de soutenir les initiatives nationales en matière d'enrichissement des aliments.

112. Le personnel du bureau de pays chargé de la chaîne d'approvisionnement contribuera également à optimiser l'impact de l'effet direct stratégique 1 en travaillant en étroite collaboration avec les détaillants de façon à assurer la compétitivité des prix et la disponibilité d'articles alimentaires adaptés à l'âge et adéquats sur le plan nutritionnel, à encourager activement l'emploi des femmes, à améliorer l'accès des personnes handicapées et à garantir un traitement respectueux des réfugiés; en outre, il appuiera la réalisation des autres effets directs stratégiques en aidant le Ministère de l'éducation à renforcer ses capacités en matière de transport et de distribution, à mettre à l'essai de nouveaux modèles et à réduire les coûts, et en favorisant le dialogue avec les petits exploitants au sujet des pertes après récolte et des liens avec les marchés.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

113. Le bureau de pays a procédé à une restructuration organisationnelle afin de veiller à ce que sa structure et ses effectifs lui permettent de concrétiser les engagements pris au titre du PSP. Il maintiendra sa présence sur le terrain par l'intermédiaire de deux bureaux de terrain, à Amman et à Mafraq.

4.5 Partenariats

114. Le PAM élaborera une stratégie de partenariat en vue d'examiner et de définir la manière dont les partenariats vont évoluer compte tenu des ambitions et des principales réorientations stratégiques du PSP. La description des activités comporte des informations sur les partenaires prévus dans chaque cas. Les paragraphes ci-après donnent un aperçu des principales tendances.
115. Dans le cadre de ses efforts de partenariat visant à inscrire ses programmes dans une perspective plus durable en Jordanie, le PAM a l'intention d'approfondir et d'élargir ses relations avec le Gouvernement.
116. Les partenariats avec les organisations de la société civile, en particulier les ONG locales comme celles dont les activités visent à aider les femmes (par exemple la Commission nationale jordanienne de la femme), les jeunes et les personnes handicapées, seront également renforcés afin d'améliorer l'adaptation de l'aide du PAM au contexte local et de s'assurer que celle-ci repose sur une bonne compréhension de la situation particulière de ces groupes, des obstacles auxquels ils sont confrontés et de la meilleure façon de les intégrer dans les activités du PAM d'une manière participative. Le cas échéant, le PAM s'emploiera aussi à renforcer les capacités de ces partenaires locaux.
117. À mesure que le PAM s'engagera davantage dans l'appui aux moyens d'existence, en particulier au profit des petits exploitants, et visera à faciliter un partenariat plus large dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la collaboration avec la FAO jouera un rôle central et l'on s'attachera à favoriser la complémentarité des stratégies, des programmes et des activités.
118. Enfin, contribuer à la constitution d'un réseau ample et divers de partenaires avec le Gouvernement, des établissements universitaires, des organisations de la société civile et des entrepreneurs sera fondamental pour stimuler l'innovation par tous et pour tous.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

119. Un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et incorporant des données de référence et des jalons pour les tout nouveaux éléments du PSP sera élaboré.
120. Le PAM aura davantage recours à des indicateurs tenant compte de la problématique femmes-hommes et à des analyses de données ventilées par sexe, par âge et par handicap afin de mettre en lumière les effets différenciés de son assistance sur la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et de lui permettre d'adapter son programme en conséquence.
121. Le PAM continuera d'investir dans un suivi solide, notamment au niveau des effets directs, et de nouer à cet effet des partenariats à long terme avec des institutions spécialisées de bonne réputation. Pour veiller à ce que le suivi et l'évaluation tiennent compte du sexe, de l'âge et du handicap, le PAM s'attachera à effectuer des contrôles et des examens conjointement avec des organisations spécialisées.

122. Le Bureau de l'évaluation procédera à une évaluation du PSP en 2021, et le bureau de pays réalisera une évaluation décentralisée, probablement axée sur l'effet direct stratégique 2, en 2021. Le bureau de pays appuiera également l'évaluation du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable.
123. La responsabilité à l'égard des populations touchées sera affermie par divers moyens, y compris une permanence téléphonique renforcée; des visites de suivi seront effectuées afin de favoriser l'échange d'informations, et un mécanisme de communication bidirectionnelle automatisé pourra être établi.
124. Le PAM contribuera également au suivi des ODD pertinents, notamment les ODD 1, 4, 5 et 13, grâce à des partenariats stratégiques avec ONU-Femmes et l'UNICEF et à une collaboration avec le Département de la statistique.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

125. La Jordanie est vulnérable face à divers chocs susceptibles de nuire à la sécurité alimentaire et de provoquer des pertes au niveau des actifs et des moyens d'existence. De même, une incapacité à gérer les ressources en eau, qui sont en diminution dans le pays, ferait peser de graves menaces sur la sécurité alimentaire. Afin d'atténuer ces risques, le PAM analyse l'évolution de la situation et l'incidence potentielle de tout changement; veille à ce que le dialogue soit maintenu avec le Gouvernement; tient à jour des plans d'urgence pour les différents risques encourus par les opérations et le personnel; dispose de diverses options d'approvisionnement; suit l'évolution des prix par l'intermédiaire de la Plateforme d'alerte pour le déclenchement des filets de sécurité; et s'assure que la conception et la mise en œuvre de ses activités appuient une gestion positive des ressources en eau.

Risques opérationnels

126. Le PAM s'efforce d'opérer en toute sécurité et de manière transparente, conformément aux normes nationales et internationales. En effet, des résultats médiocres, liés notamment à un manque de moyens du bureau de pays, à une mauvaise gestion des programmes, à l'inadéquation des systèmes informatiques, à la protection insuffisante des bénéficiaires, à la perte de données ou encore à un manquement à la confidentialité des données concernant les bénéficiaires, nuiraient à sa réputation. De la même manière, toute réticence ou capacité limitée à lutter systématiquement contre des inégalités persistantes entre les sexes risqueraient de restreindre les résultats escomptés du PSP.
127. Les mesures d'atténuation consistent notamment: à remanier les effectifs; à assurer la formation continue du personnel et des partenaires; à élaborer, mettre à jour et appliquer des modes opératoires normalisés pour la gestion des programmes et les systèmes informatiques; à s'assurer que les informations communiquées en retour par les bénéficiaires sont prises en compte et suivies d'actions et que des mesures de protection adéquates sont en place; et à tenir compte de considérations liées au sexe et à l'âge lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de toutes les activités. En ce qui concerne la problématique femmes-hommes, le PAM veillera à sélectionner des partenaires ayant les moyens de mettre en œuvre des programmes susceptibles de transformer les relations entre les sexes.

Risques fiduciaires

128. Les risques qui concernent le non-respect d'obligations, comme le fait de ne pas fournir des services pourtant prévus dans des contrats passés avec des partenaires, le non-respect des règles, règlements et procédures et la fuite d'informations, font l'objet d'un suivi à titre préventif. Les mesures d'atténuation en la matière comprennent la surveillance étroite des procédures de paiement, un rapprochement minutieux pour les transferts de type

monétaire et des mesures rigoureuses de protection des données. Le comité de contrôle intersectoriel sert également à veiller à ce que des mesures systématiques soient prises suite aux exercices de surveillance et à enraciner le respect des procédures chez l'ensemble du personnel.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)				
Effet direct stratégique	Année 1 2020	Année 2 2021	Année 3 2022	Total
1	191 273 603	179 484 394	169 016 866	539 774 863
2	17 346 750	17 630 831	17 913 697	52 891 278
3	27 356 227	36 038 341	38 099 577	101 494 146
4	1 907 441	1 823 700	1 671 688	5 402 829
Total	237 884 021	234 977 266	226 701 829	699 563 116

6.2 Perspectives de financement

129. Grâce à de généreuses contributions versées au cours de la période 2013–2018, le PAM a reçu en moyenne 65 pour cent de ses besoins annuels. Compte tenu des tendances récentes, il s'attend à ce que le financement alloué pour appuyer les réfugiés reste stable, ce qu'étaient les échanges réguliers avec les donateurs actuels.
130. À mesure que le PAM rééquilibrera son portefeuille d'activités, il est prévu que les financements nécessaires pour les activités de renforcement de la résilience augmenteront, tandis que les besoins en matière d'intervention face à une crise devraient diminuer. Des ressources adéquates seront allouées chaque année aux activités contribuant à l'obtention d'effets directs favorisant l'égalité entre les sexes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

131. Au cours des dernières années, l'appui solide des donateurs humanitaires a permis au PAM de démontrer clairement sa valeur en tant que partenaire de l'aide humanitaire et de fournir à ses bénéficiaires un soutien ininterrompu.
132. Conformément à sa stratégie en matière de partenariats (voir la partie 4.5), le PAM continuera à encourager la mise en place de partenariats solides, à cultiver la confiance qui le lie aux donateurs actuels et à être un partenaire de premier ordre; il dialoguera régulièrement avec ses donateurs à la faveur de consultations et en partageant avec eux les informations disponibles, mettra en évidence les résultats obtenus et veillera à une utilisation optimale des ressources, garantira la transparence et la responsabilité en matière de gestion des ressources et donnera la visibilité voulue aux contributions des donateurs.
133. Le PAM procédera également à un recensement systématique des partenariats et des possibilités de financement actuels et futurs; il s'emploiera à élargir sa base de donateurs à des donateurs non habituels et au secteur privé et à mobiliser des ressources par le biais de campagnes. Il donnera en outre plus d'ampleur à ses efforts de collecte de fonds à l'appui de la protection sociale et du renforcement de la résilience, et encouragera les contributions pluriannuelles souples.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA JORDANIE (2020-2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par la crise en Jordanie, y compris les réfugiés, sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct
correspondante: Maintien/
amélioration de l'accès des individus
et des ménages à une alimentation
suffisante

Tient compte de
la nutrition

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Des fonds sont disponibles pour une intervention ciblée

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (moyenne)

Seuil minimal de diversité alimentaire pour les femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle aux réfugiés et aux autres populations touchées par la crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes touchées par une crise naissante reçoivent une assistance qui répond à leurs besoins alimentaires pendant et après ladite crise (A. Ressources transférées)

Les réfugiés qui rentrent en République arabe syrienne grâce à des modalités de retours facilités reçoivent une dotation de retour (A. Ressources transférées)

Les réfugiés ciblés reçoivent une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A. Ressources transférées)

2. Fournir des outils et des systèmes et organiser des stages de formation au profit du Gouvernement afin de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence (Préparation aux situations d'urgence)

Les personnes vulnérables face aux chocs sont protégées grâce au renforcement de la capacité des autorités nationales à réduire les risques de catastrophe et à faire face aux situations d'urgence

(C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, y compris les enfants, sont prises en charge dans le cadre de dispositifs de protection sociale adéquats

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les donateurs se disent intéressés à soutenir le programme; les critères de ciblage des bénéficiaires sont efficaces; appropriation du programme par le Gouvernement.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux de scolarisation

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM

Proportion de transferts de type monétaire transitant par des systèmes nationaux de protection sociale grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER

Activités et produits**3. Aider le Gouvernement à réformer les dispositifs nationaux de protection sociale et à leur donner plus d'ampleur (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les enfants en Jordanie bénéficient du renforcement de la capacité du Gouvernement à accroître l'efficacité et la durabilité du programme national de repas scolaires (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes les plus vulnérables en Jordanie bénéficient de dispositifs nationaux de protection sociale renforcés, efficaces, équitables et sans exclusive (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4. Assurer une alimentation scolaire à dimension nutritionnelle au profit des enfants ciblés (Repas scolaires)

Les bénéficiaires de repas scolaires tirent profit d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et diversifiés (E. Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les bénéficiaires de repas scolaires tirent profit d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et diversifiés (F. Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les bénéficiaires de repas scolaires tirent profit d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et diversifiés (A. Ressources transférées)

Les bénéficiaires de repas scolaires tirent profit d'un meilleur accès à des aliments nutritifs et diversifiés (N. Alimentation scolaire assurée)

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, les populations vulnérables en Jordanie, en particulier les femmes et les jeunes, sont plus autosuffisantes et disposent de meilleurs moyens d'existence

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Critères de ciblage efficaces, capacité suffisante du partenaire coopérant à mettre en œuvre le programme, activité bien conçue et culturellement acceptable pour les femmes.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (moyenne)

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Activités et produits

5. Fournir un appui aux moyens d'existence (formation, activités génératrices de revenus, création d'actifs) des personnes vulnérables dans les milieux ruraux et urbains, l'accent étant mis sur les femmes et les jeunes (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de leur participation à la création d'actifs liés à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe (A. Ressources transférées)

Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de leur participation à la création d'actifs liés à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe (D. Actifs créés)

Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de stages de formation et de la promotion des petites entreprises (A. Ressources transférées)

Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de stages de formation et de la promotion des petites entreprises (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables reçoivent une aide visant à renforcer leurs moyens d'existence à la faveur de stages de formation et de la promotion des petites entreprises (D. Actifs créés)

Les petits exploitants vulnérables reçoivent une aide visant à améliorer durablement leurs moyens d'existence à la faveur du renforcement de leurs capacités et de la mise à disposition d'actifs (A. Ressources transférées)

Les petits exploitants vulnérables reçoivent une aide visant à améliorer durablement leurs moyens d'existence à la faveur du renforcement de leurs capacités et de la mise à disposition d'actifs (F. Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les partenariats à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable en Jordanie sont renforcés grâce à des solutions efficaces et novatrices mises en place par le PAM et ses partenaires.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Mise en place d'un plan sectoriel pour la sécurité alimentaire qui renforce la coordination au sein du secteur et avec d'autres acteurs: continuer à innover dans les activités du PAM et servir de catalyseur pour les autres.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Indice des partenariats

Activités et produits**6. Avec d'autres acteurs, élaborer un vaste plan relatif au secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition lié à d'autres secteurs et étayé par une structure de coordination (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes en Jordanie tirent profit du renforcement des capacités nationales s'agissant d'assurer efficacement la planification, la coordination et le suivi du secteur de la sécurité alimentaire. (M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

7. Faciliter l'échange de connaissances entre les partenaires et le Gouvernement de manière à promouvoir la mise à l'essai et la mise à l'échelle d'approches novatrices en vue de réaliser les objectifs de développement durable (Prestation de services et plateformes)

Les personnes vulnérables en Jordanie tirent profit de l'amélioration de l'accès des partenaires humanitaires et de développement à des programmes d'assistance novateurs qui leur permettent d'œuvrer de manière plus efficace, y compris en période de crise (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables en Jordanie tirent profit de l'amélioration de l'accès des partenaires humanitaires et de développement à des programmes d'assistance novateurs qui leur permettent d'œuvrer de manière plus efficace, y compris en période de crise (K. Partenariats appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 8	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	481 527 215	44 284 035	89 819 343	4 740 334	620 370 928
Mise en œuvre	11 362 915	4 011 107	2 846 918	193 200	18 414 140
Coûts d'appui directs ajustés	13 940 727	1 368 029	2 633 406	139 545	18 081 708
Total partiel	506 830 857	49 663 172	95 299 667	5 073 080	656 866 776
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	32 944 006	3 228 106	6 194 478	329 750	42 696 340
Total	539 774 863	52 891 278	101 494 146	5 402 830	699 563 116

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes